

Communiqué

Taskforce*internationale des gouvernements locaux et régionaux pour le processus post-2015 et Habitat III

L'agenda de développement des gouvernements locaux et régionaux
Istanbul, 20 mars 2013

Les organisations de gouvernements locaux et régionaux, réunies au sein d'une taskforce internationale pour le processus post-2015, s'engagent pleinement à mettre un terme à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes dans le contexte du développement durable et à contribuer à mettre en place les éléments constitutifs de la prospérité durable pour tous. En notre qualité de gouvernements auxquels incombent nombre des responsabilités énoncées dans les OMD et les objectifs suggérés pour l'après-2015, nous nous engageons à garantir que les gouvernements locaux et régionaux assument ces responsabilités et démontrent qu'il est possible d'appréhender conjointement l'éradication de la pauvreté, la prospérité et le développement durable.

Dans la continuité du document final de Rio+20, qui reconnaît les autorités locales et infranationales comme des partenaires clés, et dans la volonté de contribuer aux débats du Panel de haut niveau et au processus intergouvernemental portant sur la question des financements, nous exprimons notre engagement à soutenir la définition d'un nouvel agenda du développement.

Nous soulignons la nécessité que le nouvel agenda du développement se centre sur l'humain et accorde une attention particulière aux acteurs et institutions qui doivent bâtir la durabilité et la prospérité.

Le nouvel agenda du développement doit être UNIQUE (intégrant tous les processus) et universel, tout en veillant aux responsabilités différenciées. Il doit reconnaître les gouvernements locaux et régionaux comme sphère spécifique de gouvernance et comme acteurs clés du renforcement du développement, en raison de leurs capacités à faire face aux défis mondiaux et locaux grâce à des solutions innovantes.

Nous, autorités locales et régionales, affirmons la nécessité d'apporter une attention spécifique aux questions transversales ci-dessous, qui sont des valeurs inhérentes à tout agenda de développement :

- Une gouvernance locale démocratique, inclusive, transparente et participative
- Des sociétés bâties sur la paix et le dialogue
- Les droits humains, incluant l'égalité entre femmes et hommes, la diversité culturelle et la lutte contre toute forme de discrimination
- Un développement respectueux de la planète et de ses habitants

Les domaines clés suivants seront inclus dans l'**Agenda du développement des gouvernements locaux et régionaux** qui vise à contribuer à l'agenda mondial et à en faire intégralement partie :

- Des gouvernements locaux et régionaux démocratiques, autonomes, participatifs, efficaces, responsables et dotés des ressources adéquates, le tout accompagné d'une coordination intergouvernementale améliorée, d'un processus d'harmonisation et de décentralisation efficace.
- La sécurité alimentaire et la nutrition comme fondements de l'éradication de la pauvreté.
- L'accès universel à des services de base de qualité, orienté vers la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie dans les établissements humains informels, incluant une approche d'égalité des genres. Ces services doivent encourager l'établissement de sociétés inclusives, ayant à cœur d'apporter de réelles opportunités à la jeunesse.
- Le développement économique local doit se centrer sur des politiques en faveur des pauvres et de la création d'emplois décents dans une économie urbaine verte, à même de promouvoir une consommation et une production durables.
- L'urbanisation durable comme source de développement : des villes dotées d'une planification urbaine et d'une gouvernance adéquates peuvent générer de la croissance économique et des moyens d'existence. L'urbanisation doit intégrer une approche de cohésion territoriale, en

accordant une attention particulière à l'adaptation au changement climatique, à la prévention des risques et à la sécurité dans les villes.

- La culture comme agent et moteur d'un développement et d'une société centrés sur l'humain.
- Une gestion et une protection durables de l'environnement, de la biodiversité et des ressources naturelles.
- La coopération au développement des gouvernements locaux (coopération décentralisée) comme instrument de promotion de la solidarité et de l'apprentissage entre pairs.

Les gouvernements locaux et régionaux, en tant que niveau de gouvernance le plus proche des citoyens, se doivent de mobiliser les populations et d'encourager la solidarité et la compréhension de l'agenda mondial par les communautés locales.

Les réseaux de gouvernements locaux et régionaux, réunis au sein de la taskforce internationale post-2015, et leurs partenaires du développement, s'engagent à unir leurs efforts, à contribuer ensemble aux processus politiques internationaux et à soutenir un agenda mondial centré sur l'humain et respectueux de notre planète, qui réponde aux défis universels du 21^e siècle.



* A propos de la taskforce internationale

Les organisations de gouvernements locaux et régionaux ont créé une taskforce internationale afin d'établir une stratégie conjointe et contribuer ainsi aux débats politiques internationaux dans le cadre des processus post-2015, Rio+20 et Habitat III. La taskforce représente le mouvement municipal international, qui célèbre en 2013 ses cent ans et compte des représentants dans tous les pays du monde.

Membres gouvernements locaux et régionaux

CGLU Organisation Mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis et ses Commissions thématiques
Sections régionales de CGLU (CCRE, CGLU-ASPAC, CGLU-Eurasie, CGLU-MEWA, CGLU-NORAM, FLACMA, CGLUA)
METROPOLIS, Section métropolitaine de CGLU
AIMF Association Internationale des Maires Francophones
ATO Organisation des Villes Arabes
CLGF Forum des Gouvernements Locaux du Commonwealth
FOGAR Organisation Mondiale des Régions
ICLEI Gouvernements Locaux pour la Durabilité
Nrg4SD Réseau des Gouvernements Régionaux pour la Durabilité
UNACLA Comité Consultatif des Autorités Locales auprès des Nations Unies

Partenaires des gouvernements locaux et régionaux

ONU-Habitat, PNUD, Cités Alliance, OIT, Commission Européenne, Campagne du Millénaire, Secrétariat ONE de l'ONU, PHN post-2015, DeLog, SUEZ, DCF, Habitat pour l'Humanité, Slum Dwellers International.

Cette initiative se veut inclusive et les autres réseaux sont invités à se joindre aux travaux de la Taskforce.